

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES



NCHFS

PRODUITS DE SANTE

La fourniture de gaz médicaux en vrac et conditionnés, la location des moyens de stockage du vrac et des secours, la location des emballages pour les gaz conditionnés ainsi que les prestations associées

2026_SAN_GCO_001

Les numéros de marchés seront communiqués sur le courrier de notification des lots.

18.351 - Gaz et fluides médicaux

PROCEDURE



APPEL D'OFFRES

8 lots

Accord cadre à bons de commandes

- ☒ le CHD Vendée
- ☐ le CH Côte de Lumière
- ☒ le CH Loire Vendée Océan
- ☒ le CH Fontenay le Comte
- ☒ le CH Noirmoutier
- ☒ le CH Ile d'Yeu
- ☒ le Groupe Public Hospitalier et Médico-Social des Collines Vendéennes
- ☒ l'EPSM Vendée Georges Mazurelle
- ☒ le GCS Energelog (CCPO et CHCL Les Sables d'Olonne)

Pour le lot n°1, au regard du coût d'acquisition et de la durée d'amortissement des évaporateurs, et afin de permettre l'optimisation financière de l'accord-cadre, le marché est conclu pour une période de 8 ans maximum à compter du 1^{er} juin 2026 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure,

pour l'ensemble des établissements, à l'exception des établissements du GCS ENERGELOG, pour lesquels le commencement d'exécution est prévu pour le 1^{er} juin 2028.

Pour les lots 2,4,5,6,7 le marché est conclu **pour une période de 2 ans** à compter du 1^{er} juin 2026 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Chaque lot pourra être reconduit pour deux nouvelles périodes de 12 mois maximum.

Pour le lot 3 le marché est conclu **pour une période de 8 ans** à compter du 1^{er} juin 2026 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure, à l'exception des établissements du GCS ENERGELOG, pour lesquels le commencement d'exécution est prévu au 1^{er} juin 2028 ;

Pour le lot 8 le marché est conclu **pour une période de 6 ans** à compter du 1^{er} juin 2028.

Les durées indiquées pour chaque lot sont des durées maximums. L'objectif poursuivi est de converger les dates de fin des lots pour l'ensemble des établissements. Ainsi, la date de fin de marché de chaque lot est limitée au maximum **au 31 mai 2034** (lot 1,3,8) et **au 31 mai 2030** (lot 2,4,5,6,7).



REVISABLE



3%



MENSUEL A TERME ECHU



30 et 50 jours en fonction des entités juridiques

SOMMAIRE

1.	OBJET DU MARCHÉ	6
2.	PROCEDURE APPLIQUEE ET FORME DU MARCHÉ	6
3.	DESIGNATION DE L'ACHETEUR PUBLIC.....	6
4.	ALLOTISSEMENT	7
5.	DUREE DU MARCHÉ	8
6.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
7.	CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES, MESURES DE SECURITE.....	10
8.	PROTECTION MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	11
8.1	ATTESTATION SUR L'HONNEUR	11
8.2	DISPOSITIFS DE VIGILANCE	12
9.	NATURE DES PRESTATIONS ET DESIGNATION DES MATERIELS	13
10.	CONDITION D'EXECUTION DU MARCHÉ	13
10.1	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	13
10.1.1.	<i>Obsolescence des matériels</i>	<i>13</i>
10.1.2.	<i>Documentation technique et certification</i>	<i>14</i>
10.1.3.	<i>Etendue des prestations incombant à chaque titulaire.....</i>	<i>14</i>
10.1.4.	<i>Protection de l'environnement</i>	<i>14</i>
10.2	CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION PROPRES A CHAQUE LOT	15
10.2.1.	<i>Lot n°1 : Fourniture d'oxygène médical en vrac et/ou cadres</i>	<i>15</i>
10.2.2.	<i>Lot n°2 : Fourniture de fluides médicaux conditionnés et emballages en location</i>	<i>15</i>
10.2.3.	<i>Lot n°3 : Centrales de production d'air médical en location maintenance</i>	<i>16</i>
10.2.4.	<i>Lot n°4 : Fourniture d'air médical conditionné et emballages avec manodétendeur intégré en location</i>	<i>16</i>
10.2.5.	<i>Lot n°5 : Fourniture d'azote liquide de qualité médicale</i>	<i>17</i>
10.2.6.	<i>Lot n°6 : Fourniture de mélange pour EFR (Epreuve Fonctionnelle Respiratoire)</i>	<i>18</i>
10.2.7.	<i>Lot n°7 : Fourniture d'argon médical pour cryochirurgie 300 bars B50</i>	<i>18</i>
10.2.8.	<i>Lot n°8 : Centrale de production de vide en location maintenance</i>	<i>18</i>
10.3	Dispositions communes à tous les lots.....	19
10.4	Dispositions spécifiques	19
11.	MODALITES DE PASSATION ET D'EXECUTION DES COMMANDES.....	19
12.	SUIVI D'EXECUTION DU MARCHÉ	20
13.	CHAMP D'APPLICATION, NATURE ET CONDITIONS D'USAGE DES MODIFICATIONS	21
13.1	MODIFICATIONS DU MARCHÉ PAR CLAUSE DE REEXAMEN.....	21
13.2	MODIFICATION DE MARCHÉ PAR CLAUSE MODIFICATIVE.....	24
14.	DELAIS D'EXECUTION	27
14.1	Mise en place du marché/Réversibilité en fin de marché	27
15.	OPERATIONS DE VERIFICATIONS	27
15.1	Lot n°1.....	27

15.2	Lots n°2, n°4, n°5, n°6 et n°7	28
15.3	Lot n°3.....	28
15.4	Lot n°8.....	28
16.	DECISION APRES VERIFICATIONS	28
16.1	Lots n°1, n°2, n°4, n°5, n°6 et n°7	28
16.2	Lots n°3 et n°8.....	29
17.	GARANTIE ET RETENUE DE GARANTIE	29
18.	CONTENU DU PRIX	29
18.1	Lot n°1.....	29
18.2	Lots n°2, n°4, n°5, n°6 et n°7	29
18.3	Lots n°3 et n°8.....	30
19.	REVISION DES PRIX.....	30
20.	AVANCE	31
21.	MODALITES DE FACTURATION ET PAIEMENT	32
21.1	Présentation des demandes de paiement	32
21.2	Délai de règlement des comptes	32
22.	PENALITES.....	32
22.1	Pénalités de retard	33
22.1.1.	Retard d'exécution – mise en œuvre des installations	33
22.1.2.	Retard d'exécution – livraison des gaz en vrac ou bouteilles	33
22.2	Pénalités en cas de travail dissimulé	34
22.3	Pénalités d'indisponibilité	34
22.4	Pénalités diverses	34
23.	ACCES, CONSIGNES ET ASSURANCE	35
24.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	36
25.	CONDITIONS DE RESILIATION	37
25.1	PRINCIPES GENERAUX.....	37
25.2	RESILIATION POUR RETRAIT DE L'ENSEMBLE DES EQUIPEMENTS	37
25.3	RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE.....	37
25.4	RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE	38
25.5	RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	38
25.6	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	38
26.	REGLEMENT DES LITIGES	38
26.1	LOYAUTE CONTRACTUELLE.....	38
26.2	TRIBUNAL COMPETENT	39
27.	DEROGATION AU CCAG-FCS	39

A TITRE D'INFORMATION :

La cellule juridique commande publique du GHT Vendée entre dans une démarche d'adaptation de ses documents de consultation :

1. En apportant du visuel dans nos dossiers de consultation afin d'attirer le regard sur les éléments importants ;
2. En vulgarisant autant que possible la lecture de nos documents auprès des opérateurs économiques tout en maintenant une sécurité juridique, essentielle pour nos établissements mais également pour nos opérateurs économiques.

Pour vous aider dans la lecture du contrat, quelques icônes pour vous repérer :



Durée ou délai important ;



Point de vigilance ;



Document à transmettre ;

1. OBJET DU MARCHÉ

L'objet du marché est : la fourniture de gaz médicaux en vrac et conditionnés, la location des moyens de stockage du vrac et des secours, la location des emballages pour les gaz conditionnés ainsi que les prestations associées suivantes :

- Installation, mise en service, location, maintenance et raccordement aux réseaux d'équipements de stockage et de distribution des fluides médicaux ;
- Location maintenance de centrale de production de vide ;
- Location maintenance des centrales de production d'air médical.

2. PROCEDURE APPLIQUEE ET FORME DU MARCHÉ

L'accord cadre est lancé selon un appel d'offre ouvert en application des articles R.2124-2 et R.2161-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le présent marché public est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conformément aux articles R.2162-2 à R.2162-6 et R.2162-13 et suivants.

Le volume et le rythme des besoins ne pouvant être déterminés avec précision, le marché est réalisé sous la forme d'un accord cadre mono-attributaire sans minimum et avec un maximum en quantité. Pour chaque lot, le maximum correspond à 300% de la quantité annuelle estimative.

3. DESIGNATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

Les établissements adhérents au groupement de commandes sont :

CHD Vendée (coordonnateur du groupement)

Les Oudairies - Boulevard Stéphane Moreau

85925 LA ROCHE SUR YON Cedex 9,

Représenté par son Directeur Général O. SERVAIRE-LORENZET, ci-après nommé « CHD Vendée ».

Il agit pour ses propres besoins et également pour le compte des établissements suivants dans le cadre de ses missions de coordonnateur de groupement :

☒ **CH Loire Vendée Océan (sites de Machecoul, Saint Gilles Croix de Vie, Challans)**

BP 219

85302 CHALLANS CEDEX

☒ **CH Fontenay le Comte**

CS 1003

85201 FONTENAY-LE-COMTE Cedex

☒ **Groupe public hospitalier et médico-social des Collines Vendéennes**

9 avenue du Maréchal Leclerc

85120 LA CHATAIGNERAIE

☒ **L'EPSM de Vendée Georges Mazurelle**

Rue d'Aubigny

85000 La Roche-sur-Yon

☒ **CH Noirmoutier**

2 Rue des Sableaux,
85330 Noirmoutier-en-l'Île

☒ **CH Ile d'Yeu**

Impasse du Puits Raimond
85350 L'ILE D'YEU

☒ **GCS ENERGEOLOG**

4 rue Jacques Monod
85100 LES SABLES D'OLONNE

4. ALLOTISSEMENT

Le marché est alloté en 8 lots, de la manière suivante :

- Lot n°1 : Fourniture d'oxygène médical en vrac et/ou cadres
- Lot n°2 : Fourniture de fluides médicaux conditionnés et emballages en location
- Lot n°3 : Centrales de production d'air médical en location maintenance
- Lot n°4 : Fourniture d'air médical conditionné et emballages avec manodétendeur intégré en location
- Lot n°5 : Fourniture d'azote liquide qualité médicale
- Lot n°6 : Fourniture de mélange pour EFR (Epreuve Fonctionnelle Respiratoire)
- Lot n°7 : Argon médicinal pour cryochirurgie 300 bars B50
- Lot n°8 : Centrale de production de vide en location maintenance

Pour chacun des lots, les établissements du groupement de commande concernés sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Etablissement et site(s) concernés	Lot 1 (Fourniture d'oxygène médical en vrac et/ou cadres)	Lot 2 (Fourniture de fluides médicaux conditionnés et emballages en location)	Lot 3 (Centrales de production d'air médical en location maintenance)	Lot 4 (Fourniture d'air médical conditionné et emballages avec manodétendeur intégré en location)	Lot 5 (Fourniture d'azote liquide qualité médicale)	Lot 6 (Fourniture de mélange pour EFR (Epreuve Fonctionnelle Respiratoire))	Lot 7 (Fourniture d'argon médicinal pour cryochirurgie 300 bars B50)	Lot 8 (Centrale de production de vide en location maintenance)
Centre Hospitalier Loire Vendée Océan	X	X	X	X	NC	X	NC	NC
Challans	X	X	X	X	NC	X	NC	NC
Machecoul	X	X	NC	X	NC	NC	NC	NC
Saint-Gilles-Croix-de-Vie	X	X	NC	X	NC	NC	NC	NC
CH de Noirmoutier	NC	X	NC	X	NC	NC	NC	NC
CH Dumonté (Yeu)	NC	X	NC	NC	NC	NC	NC	NC
CHD Vendée	X	X	X	X	X	X	X	NC
La Roche-sur-Yon	X	X	X	X	X	X	X	NC

Montaigu	X	X	NC	X	NC	X	NC	NC
Luçon	X	X	NC	X	NC	NC	NC	NC
CH de Fontenay le Comte	X	X	X	X	NC	NC	NC	NC
GPHMSCV (Chataigneraie)	X	X	NC	NC	NC	NC	NC	NC
EPSM de Vendée G. Mazurelle	NC	X	NC	NC	NC	NC	NC	NC
GCS Energelog	X	X	X	NC	X	X	NC	X
Pôle Santé - CCPO	X	X	X	NC	NC	NC	NC	X
Pôle Santé - CHCL	X	X	X	NC	X	X	NC	X
CHCL - EHPAD Maisonnées de Lumière	X	X	NC	NC	NC	NC	NC	X

NC : Non concerné

Pour chacun des lots, les membres du groupement de commandes qui n'ont pas identifié de besoin immédiat sur certains lots, lors du lancement de cette consultation (NC) pourront en cours d'exécution du marché émettre un besoin et des commandes sous réserve du respect des conditions prévues à l'article 13.1 du présent CCAP.

5. DUREE DU MARCHE

Pour le lot n°1, au regard du coût d'acquisition et de la durée d'amortissement des évaporateurs, et afin de permettre l'optimisation financière de l'accord-cadre, le marché est conclu pour une période de 8 ans maximum à compter du 1^{er} juin 2026 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure, pour l'ensemble des établissements, à l'exception des établissements du GCS ENERGEOLOG, pour lesquels le commencement d'exécution est prévu pour le 1^{er} juin 2028.

Pour les lots 2,4,5,6,7 le marché est conclu **pour une période de 2 ans** à compter du 1^{er} juin 2026 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Chaque lot pourra être reconduit pour deux nouvelles périodes de 12 mois maximum.

Pour le lot 3 le marché est conclu **pour une période de 8 ans** à compter du 1^{er} juin 2026 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure, à l'exception des établissements du GCS ENERGEOLOG, pour lesquels le commencement d'exécution est prévu au 1^{er} juin 2028 ;

Pour le lot 8 le marché est conclu **pour une période de 6 ans** à compter du 1^{er} juin 2028.

Reconductions :

la reconduction est tacite et le titulaire ne peut pas s'y opposer. Si le CHD Vendée ne souhaite pas reconduire un lot, il prendra une décision de non-reconduction, qui sera notifiée 2 mois avant la date anniversaire du marché (date de début du marché indiquée ci-dessus). Si, à la date anniversaire du marché, le silence est gardé par le CHD Vendée, le lot est reconduit automatiquement à l'identique pour la nouvelle période.

La non-reconduction du lot n'emporte pas l'application d'une quelconque indemnité au profit du titulaire pour non-exécution du marché.

Pour chaque lot, les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour d'exécution de l'accord cadre. Les bons de commandes peuvent s'exécuter au-delà de la date limite de l'accord cadre sans pouvoir excéder un délai d'exécution de 6 mois.



Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation **dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur.**



Les durées indiquées pour chaque lot sont des durées maximums. L'objectif poursuivi est de converger les dates de fin des lots pour l'ensemble des établissements. Ainsi, la date de fin de marché de chaque lot est limitée au maximum **au 31 mai 2034** (lot 1,3,8) et **au 31 mai 2030** (lot 2,4,5,6,7).

6. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1.1 du CCAG FCS, le présent marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'acheteur public fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières, (C.C.T.P.) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur public fait seul foi ;
- L'acte d'engagement et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur public fait seul foi ;
- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.) par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre financière du titulaire, mémoire technique, questionnaire technique et calendrier de mise en œuvre propres à chaque lot ;
- Le catalogue tarif public remis du titulaire, le cas échéant ;
- Les actes de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché, le cas échéant ;
- Plans de prévention ;
- Toute pièce du titulaire, retenue par le pouvoir adjudicateur.



Le titulaire reconnaît expressément être en possession et avoir pris connaissance de ces documents dont il accepte les dispositions. Toutes les dispositions spécifiques de l'offre du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, et les documents associés pouvant induire une restriction en termes d'obligation et d'engagement par rapport aux documents contractuels (conditions générales de vente par exemple) et au présent marché sont inopposables au pouvoir adjudicateur quelle qu'en soit la forme.

Pièces à remettre au titulaire :

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle. Elle ne comprendra pas non plus les pièces du titulaire citées dans les documents constitutifs du marché ci-dessus.

7. CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES, MESURES DE SECURITE

7.1 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel avec son personnel et à l'obligation de réserve pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Toute communication écrite ou verbale auprès de tiers, sans le consentement de l'acheteur est interdite. Toutefois, le titulaire peut citer le présent marché parmi ses références.

Il sera fourni au titulaire du marché toute la documentation nécessaire à l'exercice de sa mission. Certains documents transmis par l'acheteur seront strictement consultables sur site.

A échéance de la mission, le prestataire restituera automatiquement et immédiatement l'ensemble des documents qui lui aura été confié dans le cadre du marché. Le prestataire ne peut en conserver une copie.

L'organisme retenu ne pourra en aucun cas se prévaloir des relations commerciales entretenues avec l'établissement, et en faire une publicité directe ou indirecte, sauf autorisation expresse de l'acheteur.

7.2 RESPECT DES REGLES DE SECURITE, D'HYGIENE ET DE DISCIPLINE

Le titulaire assure sous sa responsabilité, la sécurité et la discipline de son personnel au sein de l'établissement.

Dans tous les cas, le titulaire s'engage à faire respecter :

- la discrétion à l'égard des usagers qu'il serait amené à rencontrer à l'intérieur de l'établissement ;
- l'application du règlement intérieur de l'établissement, de consignes d'hygiène et de sécurité ;
- le plan de prévention des risques.

7.3 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données personnelles pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, un contrat de

sous-traitance au sens de l'article 28.8 du Règlement Européen sur la protection des données qui précise notamment:

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché. Le contrat de sous-traitance précisera également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG FCS.

7.4 INFORMATION DES SOUS-TRAITANTS

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article 5. Il reste responsable du respect de celles-ci.

8. PROTECTION MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

8.1 ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.



En application des articles D.8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, le titulaire fournira les documents demandés dans les conditions fixées à ces articles **tous les six mois à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci. Le titulaire devra remettre ces justificatifs sans attendre une action quelconque de l'acheteur public. Ces éléments seront à remettre par mail au gestionnaire marché référent du présent dossier (cf coordonnées à la fin du document).**

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D8254-2, D8254-4 et D8254-5 du Code du Travail et **avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur une attestation sur l'honneur** indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

8.2 DISPOSITIFS DE VIGILANCE

Cet article complète l'article 6.1 et déroge à l'article 6.2 du CCAG-FCS.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire dès la notification de l'acte de réexamen sans qu'il soit signé une modification au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

En cas de violation par le titulaire de ses obligations en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail, l'acheteur peut résilier le marché en application de l'article 32.1.a du CCAG -FCS.

Cet article complète l'article 6 du CCAG-FCS.



Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur **sans demande expresse de ce dernier**, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 modifié (titulaire établi ou domicilié en France) ou D 8222-7 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) modifié du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine, par le titulaire, à l'adresse suivante

CHD VENDEE

DEPARTEMENT TERRITORIAL DES RESSOURCES MATERIELLES ET DU PATRIMOINE

CELLULE JURIDIQUE DES CONTRATS DE LA COMMANDE PUBLIQUE

LES OUDAIRES

85925 LA ROCHE SUR YON CEDEX 9

ou par mail (adresse gestionnaire marchés).

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Conformément aux articles L2141-1 à L2141-11 CCP, si le titulaire se trouve en cours d'exécution du contrat en situation d'interdiction de soumissionner aux marchés publics ou en cas d'inexactitude des

documents et renseignements mentionnés à l'article R2144-1 CCP, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 modifié ou D 8222-7 et D 8222-8 modifié du code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au présent contrat.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à la suite de cette résiliation.

Si l'Acheteur public décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevés sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à l'Acheteur public. Les dispositions de l'article 36 du CCAG s'appliquent.

9. NATURE DES PRESTATIONS ET DESIGNATION DES MATERIELS

Chaque titulaire devra assurer les prestations de fourniture et de livraison sur l'ensemble des différents sites des membres du groupement de commande.

Les produits proposés devront être conformes :

- A la réglementation nationale et communautaire en vigueur, chaque titulaire devant être à même de justifier du respect des normes NF et NE applicables pour tous les articles proposés
- Aux éléments présentés par chaque titulaire dans son offre technique.

Il est également précisé que les membres du groupement de commande ayant émis des besoins pourront commander, pour chaque accord-cadre et à titre accessoire, d'autres fournitures que celles figurant dans les annexes financières propres à chaque lot.

Ces commandes accessoires interviendront dans le cadre du ou des catalogue(s) en vigueur remis par le titulaire de chaque accord-cadre à l'appui de son offre et ce sur la base des prix publics affectés de la remise renseignée par le titulaire à l'acte d'engagement. Le montant de ces commandes accessoires ne pourra dépasser 10% du total du montant annuel des achats réalisés pour le lot considéré.

Chaque titulaire s'engage à fournir aux membres du groupement de commande l'ensemble des matériels décrits dans l'annexe financière propre à chaque lot et dans le ou les catalogue(s) remis à l'appui de son offre.

10. CONDITION D'EXECUTION DU MARCHE

10.1 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

10.1.1. Obsolescence des matériels

Dans l'hypothèse où un titulaire ne serait plus en mesure, après la notification de son accord-cadre et en raison de leur obsolescence, de fournir certains matériels qu'il avait proposés dans son offre, il s'engage à proposer au membre du groupement de commande concerné un nouveau matériel de caractéristiques techniques équivalentes, pour le même prix que le matériel initial, et ce dans le respect des conditions contractuelles du présent accord-cadre. En cas de non-proposition de matériel de remplacement, les pénalités de retard relative à la livraison des matériels, prévues à l'article 20.1.2 du présent CCAP seront appliquées. De plus, chaque établissement pourra faire exécuter la prestation par un tiers, jusqu'à résolution du problème, à la charge du titulaire, en application de l'article 20.1.2 du présent CCAP.

Pour ce faire, chaque titulaire concerné présentera, dans un délai maximal de 8 jours suivant la date à laquelle il aura eu connaissance que le matériel prévu s'avère obsolète (n'existe plus, n'est plus ou peu commercialisé, ...), un descriptif technique complet du nouveau matériel proposé au membre du

groupement de commande concerné. Ce dernier prendra une décision expresse d'acceptation ou de rejet du ou des matériel(s) proposé(s).

10.1.2. Documentation technique et certification

Chaque titulaire s'engage à fournir à chaque membre du groupement de commande, au plus tard lors de la mise à disposition effective du matériel, toute la documentation technique indiquant expressément l'étendue et les conditions de garantie des fournitures considérées.

Chaque titulaire devra en outre être en mesure de fournir les éléments en cours de validité attestant que les fournitures proposées sont certifiées conformes aux normes exigées dans le CCTP, dans un délai maximum de 15 jours suivant chaque demande qui lui aura été notifiée par le membre du groupement de commande.

10.1.3. Etendue des prestations incombant à chaque titulaire

Les conditions d'emballage et de transport devront être adaptées à la nature des fournitures. Les prestations d'emballage, d'expédition, de transport et de livraison des fournitures sont réputées comprises dans les prix de chaque accord-cadre et devront par conséquent être réalisées, sans frais supplémentaire, par les soins et sous la responsabilité de chaque titulaire.

Chaque titulaire sera notamment responsable des dégradations éventuellement causées aux voies publiques lors des opérations de transport.

Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement des fournitures seront également effectués sous la responsabilité de chaque titulaire, par application de l'article 20.3 du CCAG-FCS.

Par ailleurs, lorsque le titulaire fera appel à une entreprise extérieure en vue d'effectuer des transports de fournitures, objet de chaque accord-cadre, dans des véhicules routiers, celle-ci devra être inscrite au registre des transporteurs routiers de marchandises et/ou au registre des loueurs de véhicules industriels, selon qu'elle aura ou non la maîtrise des opérations de transport. Le titulaire de chaque accord-cadre devra s'en assurer auprès du fournisseur ou du transporteur concerné par la production du certificat d'inscription à l'un des registres précités. Pour chaque accord-cadre, chaque membre du groupement de commande pourra à tout moment réclamer au titulaire la production de ce document.

10.1.4. Protection de l'environnement

Il est fait application de l'article 7 du CCAG.

Chaque titulaire devra veiller, dans le cadre des prestations lui incombant au titre de l'accord-cadre, au respect :

- Des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière environnementale
- Des prescriptions environnementales mentionnées dans son offre

Chaque titulaire devra notamment être en mesure de justifier de la provenance de ses produits, de leurs conditions de fabrication et de transport. Il devra être en mesure de justifier du respect de ces prescriptions et dispositions, en cours d'exécution de l'accord-cadre, et ce sur demande du pouvoir adjudicateur qui lui sera notifiée par tout moyen permettant de donner date certaine à l'acte.

10.2 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION PROPRES A CHAQUE LOT

10.2.1. Lot n°1 : Fourniture d'oxygène médical en vrac et/ou cadres

10.2.1.1 Définition des prestations

Le fournisseur assurera la fourniture d'oxygène médical en vrac et/ou en cadre.

Le titulaire mettra en dépôt auprès de chacun des sites listés à l'article 3 du présent CCAP, pour la durée de l'accord-cadre, les équipements qu'il estimera nécessaires au stockage du gaz et aux secours (centrales, cadres, emballages ...), en fonction des besoins définis au CCTP et à l'annexe financière propre à chaque lot. Ces équipements demeurent la propriété du fournisseur qui en assurera l'installation, l'entretien et le remplacement chaque fois que l'état de l'équipement le rendra nécessaire.

Chaque membre du groupement de commande s'engage à mettre à disposition du titulaire, sur chaque site concerné, la ligne téléphonique nécessaire à la mise en œuvre de la télésurveillance. Les coûts d'installation et d'abonnement sont à la charge de l'établissement concerné. Le coût des communications est à la charge du titulaire.

Le titulaire se doit d'assurer la formation des personnels Techniques du site au premier niveau de fonctionnement. Cette formation devra être assurée à l'occasion de la mise en service des équipements et des remises à niveau de formations devront être proposées lors des visites de maintenance préventive, en cas de besoin.

Une attestation sera délivrée aux personnels ayant reçu cette formation. Les quantités prévisionnelles par sites sont indiquées à l'article 2 du CCTP du lot 1.

10.2.1.2 Horaires de livraison

L'oxygène en vrac et/ou cadre est livré aux sources sur chaque site chaque fois que nécessaire, dans le respect des seuils de sécurité définis à l'article 6 du CCTP du lot 1. Les cadres de secours sont également livrés aux sources.

10.2.2. Lot n°2 : Fourniture de fluides médicaux conditionnés et emballages en location

10.2.2.1 Définition des prestations

Le titulaire assurera la fourniture de gaz à usage médical en bouteilles. Les quantités prévisionnelles par type de gaz fourni et d'emballage sont précisées en annexe du CCTP.

10.2.2.2 Horaires de livraison

CHLVO

- **Site de Challans** : Les gaz en bouteille sont livrés dans le local de stockage prévu à cet effet dans le bâtiment principal – accès par le Boulevard Guérin – 85300 – Challans ;
 - **Site de Machecoul** : Les gaz en bouteilles sont livrés dans les locaux prévus à cet effet dans le bâtiment du Centre de Cure Médicale – accès par boulevard du Calvaire – 44270 – Machecoul ;
 - **Site de Saint-Gilles-Croix-de-Vie** : Les gaz en bouteille sont livrés dans le local de stockage prévu à cet effet près de la centrale – accès par la rue Laennec – 85800 – Saint-Gilles-Croix-de-Vie.
- Pour tous les sites, les livraisons ont lieu du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

CH de Noirmoutier

Les gaz en bouteilles sont livrés dans les locaux prévus à cet effet près de la centrale – accès par quai de livraison des locaux techniques (hauteur environ 1m)

CH de Yeu

Les gaz en bouteilles sont livrés à la gare maritime de Port Joinville.

CHD Vendée

- Site de La Roche-sur-Yon : Les Oudairies – Boulevard Stéphane Moreau – 85925 – La Roche-Sur-Yon, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00
 - Site de Luçon : 41 rue Henry Renaud – 85407 – Luçon, du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 16h00. Trois dépôts sont présents sur ce site, à savoir :
 - Dépôt Delormes
 - Dépôt La Roseraie
 - Dépôt Crysallide
- Site de Montaigu : 54 rue St Jacques – 85600 – MONTAIGU, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h30

CH Fontenay-le-Comte

- Pharmacie Pôle Santé Sud Vendée : 11 rue du Docteur Laforge – 85200 – Fontenay-le-Comte, du lundi au vendredi de 8h30 à 16h00

CH Collines Vendéennes – la Chataigneraie

- Rue du stade – 85120 – La Chataigneraie, du lundi au vendredi de 7h30 à 18h00

EPSM de Vendée – Centre hospitalier Georges Mazurelle

- Rue Georges Mazurelle – 85000 – La Roche-sur-Yon, du lundi au vendredi de 8h00 à 16h00.

GCS ENERGELOG

- Adresse de livraison pour la CCPO et le CHCL : Rue Henri David Tayau - Olonne sur Mer - 85340 - Les Sables D'Olonne, du lundi au vendredi de 8h30 à 16h00.
- Adresse de facturation pour la CCPO et le CHCL : GCS Energelog - 4 Rue Jacques Monod - Olonne sur Mer - 85340 - Les Sables d'Olonne. Une facturation distincte sera à prévoir pour le CHCL et la CCPO.

Sur chacun des sites, les emballages vides sont enlevés à ces mêmes points.

10.2.3. Lot n°3 : Centrales de production d'air médical en location maintenance

Le lot n°3 concerne la mise à disposition, sous forme de location et maintenance, d'une centrale de production d'air médical, cadre de secours compris, ainsi que les approvisionnements nécessaires en charges d'air médical destinées à l'alimentation des cadres de secours.

Le titulaire se doit d'assurer la formation des personnels Techniques du site au premier niveau de fonctionnement. Cette formation devra être assurée à l'occasion de la mise en service des équipements et des remises à niveau de formations devront être proposées lors des visites de maintenance préventive, en cas de besoin.

Une attestation sera délivrée aux personnels ayant reçu cette formation.

10.2.4. Lot n°4 : Fourniture d'air médical conditionné et emballages avec manodétendeur intégré en location

10.2.4.1 Définition des prestations

Le titulaire assurera la fourniture d'air médical conditionné et emballage avec manodétendeur intégré en location. Les bouteilles devront être de capacité de 5L. Les quantités prévisionnelles par type de gaz fourni et d'emballage sont précisées en annexe du CCTP.

10.2.4.2 Horaires de livraison

CHLVO

- **Site de Challans** : Les gaz en bouteille sont livrés dans le local de stockage prévu à cet effet dans le bâtiment principal – accès par le Boulevard Guérin – 85300 – Challans
 - **Site de Machecoul** : Les gaz en bouteilles sont livrés dans les locaux prévus à cet effet dans le bâtiment du Centre de Cure Médicale – accès par boulevard du Calvaire – 44270 – Machecoul
 - **Site de Saint-Gilles-Croix-de-Vie** : Les gaz en bouteille sont livrés dans le local de stockage prévu à cet effet près de la centrale – accès par la rue Laennec – 85800 – Saint-Gilles-Croix-de-Vie
- Pour tous les sites, les livraisons ont lieu du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

CH de Noirmoutier

Les gaz en bouteilles sont livrés dans les locaux prévus à cet effet près de la centrale – accès par quai de livraison des locaux techniques (hauteur environ 1m)

CHD Vendée

- **Site de La Roche-sur-Yon** : Les Oudairies – Boulevard Stéphane Moreau – 85925 – La Roche-Sur-Yon, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00
- **Site de Luçon** : 41 rue Henry Renaud – 85407 – Luçon, du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 16h00.

Trois dépôts sont présents sur ce site, à savoir :

- Dépôt Delormes
- Dépôt La Roseraie
- Dépôt Crysalide
- **Site de Montaigu** : 54 rue St Jacques – 85600 – MONTAIGU, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h30

CH Fontenay-le-Comte

- **Pharmacie Pôle Santé Sud Vendée** : 11 rue du Docteur Laforge – 85200 – Fontenay-le-Comte, du lundi au vendredi de 8h30 à 16h00

Sur chacun des sites, les emballages vides sont enlevés à ces mêmes points.

10.2.5. Lot n°5 : Fourniture d'azote liquide de qualité médicale

10.2.5.1 Définition des prestations

Le titulaire assurera la fourniture d'azote liquide de qualité médicale par remplissage, en fonction des besoins, de récipients (cuves) dédiées, appartenant aux établissements concernés.
Les quantités prévisionnelles sont précisées en annexe du CCTP.

10.2.5.2 Horaires de livraison

CHD Vendée

- *Site de La Roche-sur-Yon* : Les Oudairies – Boulevard Stéphane Moreau – 85925 – La Roche-Sur-Yon, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00
- *Site de Montaigu* : 54 rue St Jacques – 85600 – MONTAIGU, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h30

GCS ENERGEOLOG

- *Adresse de livraison* : Rue Henri David Tayeau - Olonne sur Mer - 85340 - Les Sables D'Olonne, du lundi au vendredi de 8h30 à 16h00
- *Adresse de facturation* : GCS ENERGEOLOG - 4 rue Jacques Monod - Olonne sur Mer - 85340 - Les Sables D'Olonne

10.2.6. Lot n°6 : Fourniture de mélange pour EFR (Epreuve Fonctionnelle Respiratoire)

10.2.6.1 Définition des prestations

Le titulaire assurera la fourniture de gaz étalons conditionnés et emballages, en location. Les quantités prévisionnelles par type de gaz fourni et d'emballage sont précisées en annexe du CCTP.

10.2.6.2 Horaires de livraison

CHD Vendée

- *Site de La Roche-sur-Yon* : Les Oudairies – Boulevard Stéphane Moreau – 85925 – La Roche-Sur-Yon, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00 ;

CHLVO

Site de Challans : Livraison dans le local de stockage prévu à cet effet dans le bâtiment principal – accès par le Boulevard Guérin – 85300 – Challans, du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30 ;

GCS ENERGEOLOG

- *Adresse de livraison* : Rue Henri David Tayeau - Olonne sur Mer - 85340 - Les Sables D'Olonne, du lundi au vendredi de 8h30 à 16h00
- *Adresse de facturation* : GCS ENERGEOLOG - 4 rue Jacques Monod - Olonne sur Mer - 85340 - Les Sables D'Olonne.

10.2.7. Lot n°7 : Fourniture d'argon médical pour cryochirurgie 300 bars B50

10.2.7.1 Définition des prestations

Le titulaire assurera la fourniture d'argon médical pour cryochirurgie 300 bars B50 et location des emballages. Les quantités prévisionnelles par type de gaz fourni et d'emballage sont précisées en annexe du CCTP.

10.2.7.2 Horaires de livraison

CHD Vendée

- *Site de La Roche-sur-Yon* : Les Oudairies – Boulevard Stéphane Moreau – 85925 – La Roche-Sur-Yon, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00

10.2.8. Lot n°8 : Centrale de production de vide en location maintenance

Le lot n°8 concerne la mise à disposition, sous forme de location et maintenance, d'une centrale de production de vide.

Le titulaire se doit d'assurer la formation des personnels Techniques du site au premier niveau de fonctionnement. Cette formation devra être assurée à l'occasion de la mise en service des équipements et des remises à niveau de formations devront être proposées lors des visites de maintenance préventive, en cas de besoin.

Une attestation sera délivrée aux personnels ayant reçu cette formation.

GCS ENERGEOLOG

- *Adresse de facturation* : GCS ENERGEOLOG - 4 rue Jacques Monod - Olonne sur Mer - 85340 - Les Sables D'Olonne



10.3 Dispositions communes à tous les lots

Lors de la mise en place des accords-cadres et en cours d'exécution, notamment en cas de changement d'un équipement, le titulaire devra prendre à sa charge toutes les dispositions utiles et nécessaires afin qu'il n'y ait pas d'interruption dans la distribution des fluides médicaux et dans le fonctionnement des équipements.

10.4 Dispositions spécifiques

Concernant les lots 1, 3 et 8, le titulaire prendra à sa charge les frais afin d'assurer une continuité de service (secours) pendant l'installation initiale des équipements, ou modifications des équipements de production.

11. MODALITES DE PASSATION ET D'EXECUTION DES COMMANDES

Pour le lot n°1, relatif à la fourniture d'oxygène en vrac et/ou cadre, dans le cadre de la solution de gestion à distance des stocks, les livraisons sont déclenchées à l'initiative du titulaire, dans le respect des seuils de sécurité et sous réserve des approvisionnements en urgence définis au CCTP. Ces livraisons sont réputées constituer des bons de commande exécutés en application de l'accord cadre. Le titulaire assure la traçabilité des déclenchements et transmet à l'acheteur, selon une périodicité mensuelle, un état récapitulatif des livraisons effectuées, accompagné des bons de livraison correspondants.

Pour les lots n°2, n°4 et n°6, les commandes de gaz conditionnés sont transmises par messagerie électronique ou via la plateforme du titulaire. Elles peuvent être distinctes par établissement et par site. Les commandes peuvent, à titre exceptionnel, être initiées par téléphone, notamment en cas d'urgence. Toute commande téléphonique doit obligatoirement faire l'objet d'une confirmation écrite (mail). A défaut de confirmation écrite, la commande ne pourra pas être regardée comme valablement émise et ne pourra donner lieu à facturation.

Les commandes ne peuvent être valablement émises que par des agents expressément habilités par l'acheteur. La liste des personnes habilitées et leurs coordonnées sont communiquées au titulaire. Toute commande émise par une personne non habilitée n'engage pas l'acheteur.

Les factures doivent être accompagnées des bons de livraison mentionnant la référence de la commande, le site de livraison, la date et le mode de transmission de la commande.

En cas de modification du contenu d'une commande, un rectificatif est notifié au titulaire par mail. Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'une commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par une nouvelle commande qui sera envoyée au titulaire par mail.

L'établissement peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler une commande. Si la commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

12. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE

12.1 Bilan annuel

Pour les lots n°1, n°2, n°3, n°4, n°5, n°6 et n°7, n°8 chaque titulaire établi, au plus tard un mois après l'échéance annuelle de l'accord-cadre, un reporting sur les consommations et chiffres d'affaires facturés. Ce reporting est adressé à chaque établissement membre du groupement de commande adhérent au présent marché dans les délais précités. Les données comprendront à minima :

- L'identification de l'établissement concerné
- L'identification du site concerné
- Les références des produits
- Les quantités commandées
- Le volume financier annuel
- L'évolution des quantités et du volume financier d'une année sur l'autre
- La liste des incidents survenus au cours de l'année et les actions correctives mises en œuvre, ou à défaut, envisagées



En cas de retard dans la remise du reporting annuel, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 22 du présent CCAP.



12.2 Pharmacovigilance, retrait de lot et matériovigilance

Le titulaire s'engage à signaler sans délai, directement aux établissements livrés, tout incident survenant sur la fourniture, en France ou à l'étranger. Il fournit à l'établissement adhérent toutes les informations nécessaires permettant, le cas échéant, le rappel d'un lot dans les plus brefs délais.

En cas de retrait de lot, le titulaire prendra à sa charge et à ses frais le remplacement à l'équivalent des produits retirés, leur rapatriement depuis le lieu de stockage et la destruction de ces produits.

Les référents de pharmacovigilance et de matériovigilance du Titulaire sont précisés au mémoire technique.

13. CHAMP D'APPLICATION, NATURE ET CONDITIONS D'USAGE DES MODIFICATIONS

13.1 MODIFICATIONS DU MARCHÉ PAR CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Les modifications de marché figurant dans la liste suivante donneront lieu à une modification du marché par réexamen :



❖ MODIFICATIONS A L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Modifications concernant la situation du titulaire :

- Changement d'adresse
- Changement de dénomination sociale sans création de personne morale nouvelle ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement de statut juridique, s'il est certain que celui-ci n'a pas d'incidence sur la poursuite du marché ;
- Cession de marché (fusion-absorption, cession d'activités...) sous réserve des conditions cumulatives suivantes :
 - La cession ne doit pas entraîner de modification du prix du marché, de sa durée, de son objet et autres éléments substantiels.
 - Le nouveau titulaire doit remplir les conditions fixées par le CHD Vendée lors de la participation à la procédure de passation du marché initial. Dans cette optique, le nouveau titulaire devra fournir les mêmes niveaux de capacités qu'exigés lors de la passation du marché initial, et transmettre les pièces administratives exigées pour les attributaires. (cf Règlement de consultation).
 - Dans le cas d'une cession sans disparition de l'ancien titulaire, une copie de l'acte unilatéral lui sera transmis.

Si le cessionnaire ne dispose pas des capacités requises, le marché sera résilié sans aucune indemnité pour le titulaire.

Modifications concernant les dispositifs médicaux (Bouteilles...), notifiés dans le marché :

- Modification de référence commerciale d'une bouteille ;
- Ajout ou retrait d'un point de livraison ;
- L'ajout ou le retrait d'une référence à celles initialement prévues (complément de gamme, arrêt de commercialisation, évolution technologique, rupture de stock, matériovigilance), dans la limite du volume maximum du marché aux conditions cumulatives suivantes :
 - Le nouveau produit qu'il se substitue ou s'ajoute doit répondre aux spécifications des CCTP, avoir une qualité au moins équivalente, et être similaire ;
 - Le produit ne doit pas entrer en concurrence avec un autre lot ;
 - L'ajout, le retrait ou la substitution doit se réaliser en accord avec l'établissement.

Dans tous ces cas de figure, nous ne pourrions être retenus comme responsable de la non-exécution partielle ou totale du marché avec les dispositifs retenus initialement dans le cadre du marché.

❖ MODIFICATIONS A L'INITIATIVE DE L'ACHETEUR PUBLIC

- L'extension des lots (sauf le lot 8) pour les besoins d'un établissement adhérent au groupement de commandes qui n'avait pas émis de besoin initialement sur le lot mais qui en cours de marché sollicite un besoin sur les dispositifs retenus dans le cadre du marché sous réserve du respect des conditions ci-dessous :
 1. L'extension du lot ne peut être réalisée qu'au bénéfice des établissements membres du groupement de commandes ;
 2. L'extension repose sur la détermination d'un besoin objectif : évolution de l'activité médicale, ouverture et/ou réorganisation des services, contraintes réglementaires (...) ;
 3. L'extension du lot à l'adhérent demandeur ne modifie pas le maximum du lot, auquel cas, le réexamen devra respecter le point suivant sur le rehaussement de la quantité ;
 4. L'extension du lot ne modifie pas les prix du marché, les délais ou modalités d'exécution ni l'objet du lot.
- Rehaussement de la quantité annuelle maximum HT de chaque lot du marché dans la limite de 10% par rapport à la quantité maximum exprimée (300%). Cette clause pourra être déclenchée lorsque la consommation annuelle du marché aura atteint 80% de la quantité maximum annuelle. Dans le cas où cette clause serait déclenchée, la nouvelle quantité maximum annuelle de chaque lot vaudra pour l'ensemble des années restantes du marché ;



❖ ETAPES DE REALISATION DE LA MODIFICATION

Afin de pouvoir acter juridiquement les modifications précitées, les conditions suivantes doivent être respectées scrupuleusement :

1. Le titulaire doit apporter tous les éléments permettant d'attester la modification (courrier d'accompagnement et éléments de preuve en fonction de la nature de la modification indiquée ci-dessus) ;
2. Le CHD Vendée étudiera les éléments apportés. Soit votre demande est complète et elle pourra être traitée, soit elle est incomplète auquel cas, le CHD Vendée en demandera la complétude.
3. Si le dossier est complet : Le CHD Vendée réalise l'acte de réexamen (sous la forme d'un acte unilatéral) à l'appui des documents transmis par le titulaire et le soumettra en signature auprès du directeur général du CHD Vendée. Une copie sera transmise au titulaire par la plateforme PLACE.

Si le dossier est incomplet malgré notre relance, la demande sera rejetée. Le CHD Vendée ne pourra être tenu pour responsable d'un quelconque problème d'exécution (rejet de facture...), sauf si la demande de modification concerne celle à l'initiative de l'acheteur public.

Il est demandé au titulaire dans la mesure du possible d'anticiper la demande de modification auprès du CHD Vendée car les délais de traitement peuvent être longs au regard de l'activité marchés assez intense de nos établissements.



❖ CAS PARTICULIERS

En cas de difficulté ou rupture d'approvisionnement :

Le titulaire s'engage à informer les Pharmaciens des établissements dans les plus brefs délais en indiquant:

- L'échéance à laquelle la rupture pourrait se produire,
- La cause de la rupture ou difficulté,
- La durée prévisionnelle de cette rupture ou difficulté,
- Tout élément permettant de proposer des solutions alternatives aux établissements.

L'information donnée doit être la plus précoce possible afin d'informer de la date ou période de retour à la normale des livraisons.

Le titulaire pourra proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit ne soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du présent marché public. (Cf Modification à l'initiative du titulaire par réexamen.)

En cas de désaccord, l'Acheteur se réserve le droit de commander un produit équivalent à un tiers et d'en faire supporter le surcout et les frais annexes (ex : frais de dépannage urgent, frais de gestion...) au titulaire du marché jusqu'à la remise à disposition en commande du dispositif.

Après information écrite, le titulaire est tenu de régler l'excédent éventuel de dépense imputé, sur présentation de la facture correspondante et sans mise en demeure préalable, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les dépenses restent acquises aux établissements adhérents.

Dans le cas où le Titulaire ne résolve pas, dans un délai de trois mois, ses difficultés d'approvisionnement, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le présent marché public pour faute du titulaire dans les conditions prévues ci-après.

En cas d'arrêt de commercialisation :

Le titulaire s'engage à informer les Pharmaciens des établissements dans un délai minimum de 10 mois avant la date de fin de commercialisation des dispositifs.

Le titulaire pourra proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit ne soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du présent marché public. (Cf Modification à l'initiative du titulaire)

En cas de désaccord, l'Acheteur se réserve le droit de commander un produit équivalent à un tiers et d'en faire supporter le surcout et les frais annexes (ex : frais de dépannage urgent, frais de gestion...) au titulaire du marché jusqu'à la date fixée de résiliation du marché. Le Titulaire ne pourra prétendre à être indemnisé du fait de cette décision de résiliation.

En cas d'évolution technologique

En cas d'évolution technologique durant la période d'exécution du marché, l'Acheteur se réserve la possibilité d'acheter au titulaire le nouveau dispositif en substitution de l'ancien modèle, sans qu'il puisse lui être opposé la non-exécution de la totalité du marché avec l'ancienne référence (cf modification par réexamen art.9.1) En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'évolution réglementaire ne permettant pas de faire évoluer le marché, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité après un préavis de trois mois. Dans tous les cas, le prix du marché ne pourra excéder une majoration de plus de 5% par rapport au prix du dispositif initialement référencé.

En cas de résiliation, afin de maintenir une couverture contractuelle, le temps de relancer la procédure, la résiliation prendra effet 6 mois après la date de notification de la résiliation (AR notification).

13.2 MODIFICATION DE MARCHÉ PAR CLAUSE MODIFICATIVE

Le marché peut être modifié pour d'autres motifs que ceux précédemment cités dans les conditions décrites par le code de la commande publique indiquées ci-dessous.

❖ NATURE DES MODIFICATIONS

1. Travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires

En application de l'article R 2194-2 et 3 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque des travaux, fournitures ou services sont devenus nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ne figuraient pas dans le marché initial, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

2. Circonstances imprévues

En application de l'article R 2194-5 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

Cet article complète l'article 24 du CCAG FCS.



Rappel : Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

Modalités de poursuite du contrat dans le cadre de circonstances imprévues

➤ **Modification des conditions d'exécution**

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie de clause modificative, peut notamment prendre la forme :

- **d'une prolongation de la durée du marché** si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors les établissements du GHT à une rupture dans la continuité des soins ;
- **d'une prolongation du délai d'exécution** dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS

En cas d'obstacle à l'exécution de chaque accord-cadre dans le délai contractuel, le titulaire d'un accord-cadre devra obligatoirement en informer le membre du groupement de commande émetteur de la commande ainsi que chacun des sites concernés et en précisant les causes du retard qui n'engagent pas sa responsabilité (exemple : rupture de stock imprévisible).

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, cette information devra être adressée à l'établissement qui a passé la commande par tout moyen permettant de donner date certaine à l'acte et ce avant échéance du délai d'exécution des prestations mentionné dans le bon de commande.

Le titulaire pourra formuler en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG-FCS, l'établissement du groupement de commande concerné notifiera par écrit, dans un délai de 3 jours à compter de la date de réception de la demande du titulaire, sa décision d'acceptation ou de refus de la prolongation.

Le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du montant ou du volume maximum contractuel. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

➤ **Modification temporaire des prix**

le titulaire du marché pourra solliciter une augmentation **temporaire** des prix s'il démontre que le maintien des prix dans les conditions de l'offre initiale, formules de révision contractuelles incluses, ne permet pas la poursuite de l'exécution du marché dans des conditions économiques équilibrées.

L'acceptation de cette modification par le pouvoir adjudicateur sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat impactant les conditions économiques de son offre initiale par des charges **extracontractuelles** excessives, c'est-à-dire des charges non prévues lors de la conclusion du marché, qui entraînent le bouleversement de son équilibre.

A ce titre, il devra notamment justifier, pour chaque référence de prix concernée par la demande d'augmentation, de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible. Une décomposition du coût de son offre au moment de la notification du marché sera à ce titre nécessaire afin d'apprécier l'impact de la circonstance imprévisible sur l'offre du titulaire à la date de la demande d'augmentation des prix.

L'acheteur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix. L'Acheteur notifie sa décision dans un délai de trente jours. Le silence de l'acheteur ne vaut pas acceptation des nouveaux prix. Si l'acheteur entend accepter la demande, il notifie dans ce délai au Titulaire un ou plusieurs prix nouveau(x) permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts dans **une annexe au contrat** prévue à cet effet.

Le montant de l'augmentation des prix sera strictement **limité à 50% du montant de l'augmentation des charges extracontractuelles** dûment démontré selon la formule suivante :

Prix initial révisé + (Prix initial révisé x pourcentage d'augmentation constaté x 50%)

La période de modification des prix sera limitée à 3 mois, renouvelable au maximum deux fois pendant toute la durée du marché, sous réserve que le titulaire justifie la persistance du déséquilibre économique.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

Le titulaire dispose alors d'un délai de trente jours suivant la notification du(es) prix nouveau(x) pour l'(es) accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai, il est réputé avoir accepté le(s) prix nouveau(x) fixé(s) par l'Acheteur. En cas d'acceptation, le(s) prix nouveau(x) s'applique(nt) en lieu et place du(es) prix du bordereau des prix unitaires. En cas de refus, le(s) prix initial(aux) demeure(nt) applicable(s).

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de **l'annexe au contrat** signée par l'acheteur,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

➤ **Modalités de suspension du contrat**

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, l'acheteur peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par clause modificative à la fin de la période de crise.

3. Modification non substantielle

En application de l'article R 2194-7 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

4. Modification de faible montant

En application de l'article R 2194-8 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur à 10% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications sont effectuées, l'Acheteur prend en compte le montant cumulé.

❖ **ETAPES DE REALISATION DE LA MODIFICATION**

Afin de pouvoir acter juridiquement les modifications précitées, les conditions suivantes doivent être respectées scrupuleusement :

1. Le titulaire doit apporter tous les éléments permettant d'attester la modification (courrier et justificatifs);
2. Le CHD Vendée étudiera les éléments apportés. Soit votre demande est complète, elle pourra être traitée, soit elle est incomplète auquel cas, le CHD Vendée en demandera la complétude.

3. Si le dossier est complet : Le CHD Vendée réalise l'acte modificatif à l'appui des documents transmis par le titulaire et lui proposera le document en signature.

Si le dossier est incomplet malgré notre relance, la demande sera rejetée. Le CHD Vendée ne pourra être tenu pour responsable d'un quelconque problème d'exécution (rejet de facture...), sauf si la demande de modification concerne celle à l'initiative de l'acheteur public.

4. Une fois le document signé par le titulaire, il devra être signé par le Directeur Général du CHD Vendée dans sa mission d'établissement support.
5. Le document sera ensuite notifié auprès du titulaire sur la plateforme PLACE, pour mise en œuvre.

Il est demandé au titulaire dans la mesure du possible d'anticiper la demande de modification auprès du CHD Vendée car les délais de traitement peuvent être longs au regard de l'activité marchés assez intense de nos établissements.

14. DELAIS D'EXECUTION

14.1 Mise en place du marché/Réversibilité en fin de marché



Pour chacun des lots objets du présent marché, la fourniture des bouteilles et fluides, ainsi que les centrales de production doivent être opérationnelles **dans un délai maximum de deux mois** suivant la date prévue de début de marché. En cas de non-respect de cette date, tout surcoût lié au maintien des installations existantes serait à la charge du titulaire responsable du retard. **Il est demandé impérativement un planning pour la mise en place des dispositifs pour chaque établissement, fourni par le titulaire avec son offre.** Ces délais serviront de base pour le calcul des pénalités le cas échéant.

Pour chacun des lots, la prestation devra être exécutée selon la périodicité ou dans les délais et selon les modalités déterminées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Afin que l'installation se fasse dans les meilleures conditions, les candidats retenus seront prévenus de leur attribution avant la date de notification.

Délais de retrait des installations en fin de marché

Lors de la fin de son contrat, le titulaire s'engage à maintenir en place ses installations pour permettre à un nouveau prestataire de s'installer dans de bonnes conditions. Ces prestations seront comprises dans son offre. Il transmet au nouveau titulaire toutes informations lui permettant une poursuite continue de la prestation dans un délai maximal de 3 mois. En cas de difficulté particulière, une éventuelle prolongation de marché sera étudiée et mise en œuvre par acte modificatif de marché (Clause modificative) pour couvrir cette période de 3 mois.

15. OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Les dispositions ci-dessous dérogent partiellement aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS. (délais)

15.1 Lot n°1

La vérification quantitative est effectuée le jour même de la livraison, par vérification du bordereau de livraison remis par le livreur selon les quantités relevées sur le compteur volumétrique du véhicule du titulaire pour le vrac.

La vérification qualitative consiste à contrôler la conformité des fournitures livrées avec les spécifications de l'accord-cadre. Le pharmacien de chaque établissement peut, à tout moment, demander au titulaire de fournir le bulletin d'analyse par numéro de lot.

15.2 Lots n°2, n°4, n°5, n°6 et n°7

La vérification quantitative est effectuée dans les 48 heures suivant la livraison par comptage et vérification de la concordance entre les quantités commandées et les quantités réellement livrées.

La vérification qualitative consiste à contrôler la conformité des fournitures livrées avec les spécifications de l'accord-cadre. Le pharmacien de chaque établissement peut, à tout moment, demander au titulaire de fournir le bulletin d'analyse par numéro de lot.

15.3 Lot n°3

Il ne sera pas procédé à des vérifications quantitatives, le titulaire restant propriétaire de ses équipements et étant tenu de livrer les matériels nécessaires au bon fonctionnement de la centrale de production d'air médical et de réapprovisionner en tant que de besoin les cadres de secours.

Les vérifications qualitatives sont effectuées dans les conditions suivantes :

- Mise en service des centrales d'air médical : Les vérifications qualitatives seront effectuées sans délai, et en tout état de cause, avant la mise en service effective des centrales. Le procès-verbal de vérification est communiqué au chef de service de la pharmacie de l'établissement.
- Fonctionnement de la Centrale et remplacement des cadres de secours : Les vérifications qualitatives sont effectuées dans les conditions énoncées du C.C.T.P. propre à ce lot.

15.4 Lot n°8

Il ne sera pas procédé à des vérifications quantitatives, le titulaire restant propriétaire de ses équipements et étant tenu de livrer les matériels nécessaires au bon fonctionnement de la centrale de production de vide.

Les vérifications qualitatives sont effectuées dans les conditions suivantes :

- Mise en service des centrales de production de vide : Les vérifications qualitatives seront effectuées sans délai, et en tout état de cause, avant la mise en service effective des centrales. Le procès-verbal de vérification est communiqué au chef de service de la pharmacie de l'établissement.
- Fonctionnement de la Centrale : Les vérifications qualitatives sont effectuées dans les conditions énoncées au C.C.T.P. propre à ce lot.

16. DECISION APRES VERIFICATIONS

Les dispositions ci-dessous dérogent aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

16.1 Lots n°1, n°2, n°4, n°5, n°6 et n°7

Toute anomalie sera immédiatement signalée au titulaire, au moyen d'un appel téléphonique qui sera, le cas échéant, confirmé par mail. Dès lors qu'aucune anomalie n'a été signalée dans un délai de 48 heures suivant la réception concernée, l'admission est tacite.

16.2 Lots n°3 et n°8

L'admission sera effectuée sans délai, dès la mise en service des équipements. Elle donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal d'admission signé conjointement par le représentant dûment mandaté du titulaire et par le représentant du Département Territorial des Ressources Matérielles et du Patrimoine de l'établissement concerné.

17. GARANTIE ET RETENUE DE GARANTIE

Il sera fait application de l'article 33 du CCAG-FCS.

Pour chaque accord-cadre, si un établissement est victime d'un trouble de jouissance des produits livrés, le titulaire devra prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

L'étendue et les conditions de garanties des fournitures sont celles indiquées par chaque titulaire dans sa documentation technique, étant précisé que :

- Chaque titulaire doit garantir les fournitures livrées contre tous défauts de matière ou vice de fabrication
- Pendant la période de garantie, chaque titulaire devra assurer à ses frais la fourniture et la livraison des produits de remplacement de ceux qui ont été constatés défectueux par l'établissement concerné.

Par ailleurs, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

18. CONTENU DU PRIX

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Les prix du marché sont les prix nets HT figurant dans l'acte d'engagement et ses annexes. Ces prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées. Ces prix sont fermes sur une période de 12 mois. Ils s'entendent sans minimum de commande ni frais de facturation ou de gestion. Le prix de règlement de l'accord-cadre s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur.

18.1 Lot n°1

Les prix du marché sont décomposés de la manière suivante :

- Le prix unitaire de l'oxygène en vrac par m³. Ce prix s'entend franco de port ;
- Le forfait annuel de mise à disposition des centrales de stockage et de distribution d'oxygène selon le type d'installation de chaque site ;
- Le forfait de maintenance de ces installations ;
- Le coût des éventuelles options retenues.

Le coût d'installation des centrales de stockage et de distribution d'oxygène définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières ne fera l'objet d'aucune facturation supplémentaire au démarrage du marché.

18.2 Lots n°2, n°4, n°5, n°6 et n°7

Les prix du marché sont décomposés de la manière suivante :

- Le prix unitaire des gaz traités en charge correspondant au volume des bouteilles. Ce prix s'entend franco de port ;

- Le forfait de mise à disposition des emballages selon les formules possibles : location mensuelle, contrat global longue durée pour un parc défini de bouteilles ou autre formule du candidat, compris maintenance préventive et curative des emballages et éléments accessoires.

18.3 Lots n°3 et n°8

La mise à disposition, l'exploitation et la maintenance des équipements sont couvertes par un prix forfaitaire annuel incluant la main-d'œuvre, les déplacements, les pièces détachées nécessaires à l'exécution des prestations ainsi que les opérations de contrôle réglementaire et de mise en conformité.

Le coût d'installation des centrales définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières ne fera l'objet d'aucune facturation supplémentaire au démarrage du marché.

19. REVISION DES PRIX

Les prix de la première année d'exécution du marché sont fermes. Les prix seront ensuite révisibles chaque année, à date anniversaire.



Le titulaire présentera sa proposition d'ajustement des prix à la hausse comme à la baisse, par courrier avec accusé de réception au CHD Vendée, 3 mois avant la date anniversaire du marché. Faute de transmission dans les délais précités, les prix seront réputés maintenus pour une période d'un an.

Le titulaire adressera au CHD Vendée, un bordereau récapitulant les anciens prix et les nouveaux prix les pourcentages d'évolution successifs. Ces nouveaux prix deviendront fermes durant une période d'un an. Les modalités de majoration des prix des prestations prévues au marché sont fixées ci-après.

Pour l'ensemble des lots, les prix forfaitaires ou unitaires seront révisés suivant la formule ci-après :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,5 \times (I_{CHTrev-TS} / I_{CHTrev-TSo}) + 0,35 \times (E_{biq} / E_{biq0}))$$

Où :

P : Prix révisé

P₀ : Prix initial de l'offre

E_{biq} : Valeur de l'indice Energie, biens intermédiaires et biens d'équipement à la date de la nouvelle proposition (Indice INSEE 010764358)

E_{biq0} : Valeur de l'indice Energie, biens intermédiaires et biens d'équipement au mois m0 de remise des offres (Indice INSEE 010764358)

I_{CHTrev-TS} : Coût horaire du Travail Révisé Tous Salariés dans les industries mécaniques et électriques à la date de la nouvelle proposition (Indice INSEE 001565183)

I_{CHTrev-TSo} : Coût horaire du Travail Révisé Tous Salariés dans les industries mécaniques et électriques au mois m0 de remise des offres (Indice INSEE 001565183)

Aucune autre formule de révision ne sera acceptée.

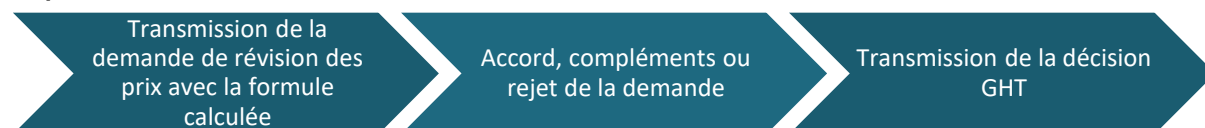
En cas de suppression d'un des indices ci-dessus, une modification de marché par réexamen sera réalisée pour le remplacer par l'indice le plus proche.

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieur à 3% l'an, le CHD Vendée se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

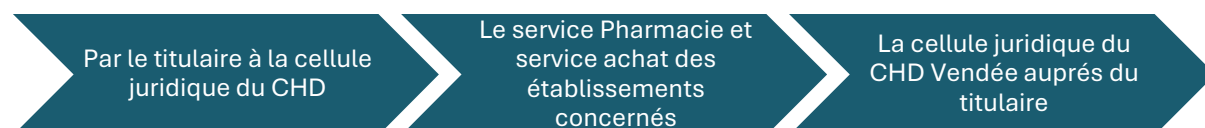
Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché, la résiliation ne prendra effet que 6 mois après la date prévue d'application des nouveaux tarifs. Les prix applicables pendant cette période de 6 mois seront ceux appliqués lors de la période précédente, augmentés au maximum de 3%.

Pour rappel, chaque établissement est responsable de la phase d'exécution de son marché. En conséquence, les demandes de révision des prix doivent être transmises au CHD Vendée (cellule juridique des contrats -gestionnaire marchés) afin que ce dernier recueille les validations de chaque établissement concerné.

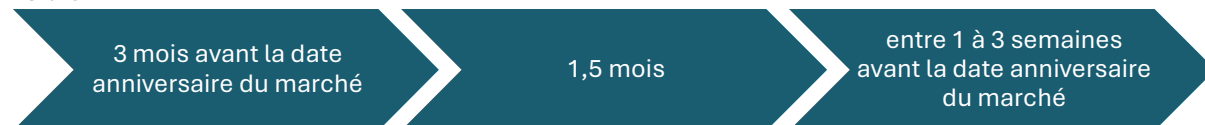
Etapes :



Intervenants :



Délais :



20. AVANCE

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public, dans les conditions déterminées aux articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique, **sauf si le titulaire renonce à cette avance.**

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la commande publique. Le titulaire doit avoir indiqué dans l'Acte d'engagement s'il renonçait ou pas au paiement de l'avance.

Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière n'est demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

21. MODALITES DE FACTURATION ET PAIEMENT

21.1 Présentation des demandes de paiement

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées doivent comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- ✓ Le numéro du marché,
- ✓ Le numéro de SIRET, qui identifie le pouvoir adjudicateur en tant que destinataire de la facture
- ✓ Le code service ou numéro d'engagement de l'entité du pouvoir adjudicateur en charge du règlement de la facture, si l'établissement concerné le demande.

Le rythme des factures est pour tous les lots : mensuel à terme échu.

Conditions particulières d'émissions des bons de commandes et de facturation pour le GCS ENERGEOLOG :

Etablissements	Lots	Emetteur de la Commande	Destinataire de la Facturation
CCPO	2	CCPO	GCS ENERGEOLOG
CHCL	2,5,6	CHCL	GCS ENERGEOLOG
Maisonnées de Lumière	2	CHCL	GCS ENERGEOLOG

21.2 Délai de règlement des comptes

Les sommes dues au titre du marché seront payées dans le délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception, par la personne publique, de la facture. Ce délai maximum est de 30 jours concernant le GCS ENERGEOLOG. Ce délai est suspendu dans le cas où la facture serait erronée ou non assortie des justificatifs nécessaires.

Conformément au décret 2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile, au cours de laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

L'indemnité forfaitaire de recouvrement s'élève quant à elle à 40 euros.

Conformément à l'annexe financière, le titulaire pourra proposer des escomptes en cas de délai de paiement raccourci. Le montant de l'offre analysée ne tiendra toutefois pas compte des escomptes potentiels.

22. PENALITES



Les pénalités, de retard ou autres, sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le membre du groupement du fait du titulaire, mandataire, cotraitants, et sous-traitants éventuels, dans l'exécution de l'accord-cadre, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de seuil d'exonération de pénalités. Les pénalités sont cumulatives entre elles.

22.1 **Pénalités de retard**

Par dérogation aux articles 3.2.2, 14.1 et 14.2 du CCAG-FCS, en cas de retard à réaliser une prestation notifiée par mail, il sera fait application, sauf cas de force majeure et hors prolongation justifiée des délais, de la pénalité décrite ci-dessous, sans mise en demeure préalable.

22.1.1. Retard d'exécution – mise en œuvre des installations

En cas de retard sur le planning validé, et sauf décalage lié aux contraintes d'exploitation de l'établissement concerné, il sera appliqué une pénalité de 500 euros par jour calendaire de retard. Cette pénalité est applicable sur simple constatation de l'établissement et sans mise en demeure préalable.

22.1.2. Retard d'exécution – livraison des gaz en vrac ou bouteilles

Chaque dépassement des délais de livraison des fournitures ou de réalisation de la prestation demandée fixés conformément aux dispositions de l'article 12.1 du présent CCAP, pourra entraîner, sans mise en demeure préalable et sur simple constat du retard, la pénalité P ainsi définie :

$$P = V \times R$$

Dans laquelle :

P = Montant des pénalités

V = 200,00 € / heure pour l'alimentation réseau et 250.00 € / jours pour la prestation bouteilles (jour ou heure entamé dû)

R = Nombre d'unité de retard

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation entre la date de livraison prévue et la date de livraison réelle.

Indépendamment des pénalités de retard, les établissements bénéficiant du présent marché, sur avis du pharmacien responsable ou de la Cellule juridique, ont la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du titulaire : en cas de rupture, de défaut d'approvisionnement dans les délais annoncés dans le présent accord-cadre, de retrait, ou de mise en quarantaine lié à la sécurité d'utilisation, ou d'obsolescence du matériel et en l'absence de proposition de solution de remplacement, et ce jusqu'à la résolution du problème, afin de maintenir la continuité d'approvisionnement en fluides. Le surcoût sera à la charge du titulaire. Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, ces décisions n'entraînent pas systématiquement une décision de résiliation de l'accord-cadre.

Si le retard est imputable à l'un des établissements concernés ou l'un des sites, par l'exécution des prestations, il ne sera pas fait application des pénalités pour retard.

22.2 Pénalités en cas de travail dissimulé

Le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur, à la signature du contrat et tous les six mois à compter de la prise d'effet du contrat, l'ensemble des documents mentionnés à l'article D.8222-5 du Code du Travail. En cas de non-accomplissement des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, le titulaire encourt, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de 15 jours, l'application d'une pénalité de 100 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.822-5 ou D.8222-7 du Code du Travail. Après une nouvelle mise en demeure restée également infructueuse à l'issue d'un nouveau délai de 15 jours, le titulaire encourt l'application d'une pénalité supplémentaire de 200 euros par constat de non remise des documents prévus aux articles D.822-5 ou D.8222-7 du Code du Travail.

22.3 Pénalités d'indisponibilité

22.3.1 Pénalités de retard pour intervention programmée

- Dépassement des délais de planification définis dans l'offre du titulaire : 25 €/jour
- Dépassement des délais d'intervention définis dans l'offre: 50 €/Jour
- Dépassement des délais de fourniture des rapports d'intervention : 25 €/jour.

22.3.1 Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de fourniture d'air médical, vide, oxygène

Le titulaire est tenu d'assurer en permanence la fourniture d'air médical. L'indisponibilité du service n'est pas envisageable.

Toutefois, en cas de défaillance de plus de 24 heures, l'acheteur se réserve le droit de faire appel à une autre société, aux frais et risques du titulaire, en sus d'une pénalité journalière de 1000 € et ce, jusqu'à la résolution de l'incident.

22.4 Pénalités diverses

En application de l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire peut encourir, après mise en demeure préalable, des pénalités pour manquement aux obligations suivantes :

OBLIGATIONS	DATE DE PRISE EN COMPTE POUR APPLICATION DES PENALITES	DELAI PREVU APRES MISE EN DEMEURE POUR SE CONFORMER	MONTANT DES PENALITES
Demande de documents (autorisations de commercialisation, certifications en cours de validité, attestations d'assurance...)	Date de la demande par l'établissement concerné	15 jours suivant la demande formulée par l'établissement concerné et notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de la demande par le titulaire	100.00 € par jour calendaire de retard
Justificatifs de réalisation de la fourniture ou prestation (bons de livraison, de prestation ou d'intervention)	Date d'exécution de la fourniture ou de la prestation constatée par l'établissement concerné	7 jours suivant la demande formulée par l'établissement concerné et notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de la demande par le titulaire	100.00 € par document manquant

Rapport Bilan annuel d'exécution	Date d'exécution de la prestation prévue initialement	15 jours suivant la demande formulée par l'établissement concerné et notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de la demande par le titulaire	200.00 € forfaitaire + 100.00 € par semaine de retard
Respect des consignes d'hygiène et de sécurité	Date de constatation par l'établissement concerné	7 jours suivant la demande formulée par l'établissement concerné et notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de la demande par le titulaire	100.00 € par infraction.
Nettoyage des locaux et installations mise à disposition du titulaire (compris reprise, enlèvement, et évacuation des emballages)	Date de constatation par l'établissement concerné	7 jours suivant la demande formulée par l'établissement concerné et notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de la demande par le titulaire	100.00 € par infraction, non compris les éventuels frais de nettoyage qui seront exécutés aux frais du titulaire.
Litiges récurrents de facturation (émission de facture avant l'exécution, écart entre le prix facturé et le prix prévu dans les conditions du marché, numéro de commande, code identification du service erroné ou absent...)	Date de constatation par l'établissement concerné	15 jours suivant la demande formulée par l'établissement concerné et notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de la demande par le titulaire	20€ par constat. La pénalité n'empêche pas le rejet de la facture.

23. ACCES, CONSIGNES ET ASSURANCE

Le personnel du titulaire a accès aux locaux et équipements sous réserve des consignes d'hygiène et de sécurité applicables aux sites d'intervention. Il s'engage à respecter la discrétion à l'égard des personnes hospitalisées, ou hébergées, qu'il serait amené à rencontrer sur les sites d'intervention.

Il doit justifier de son appartenance à l'entreprise du titulaire, il sera porteur d'un badge ou assimilé permettant son identification et celle de l'entreprise.

Il dispose gratuitement de l'environnement nécessaire à l'accomplissement normal de ses prestations (fluides, électricité). Une personne habilitée par le service technique du site d'intervention accompagnera les personnes mandatées ou habilitées par le titulaire sur le lieu de maintenance lorsque cela sera nécessaire.

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile. Il sera fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le prestataire doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant la responsabilité qu'il

peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres, à l'occasion des prestations qui lui sont confiées. Cette police est transmise au pouvoir adjudicateur dans le délai susvisé. À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours à réception de la demande.

Le titulaire demeure seul responsable de tous les dommages corporels, équipements et immatériels, consécutifs, résultant directement de la mise en jeu de sa responsabilité civile, au titre des fournitures et prestations lui incombant, que ces dommages soient causés à des tiers ou aux établissements bénéficiaires du présent marché.

24. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES



L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire:

- soit lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux commandes, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans un délai d'un mois ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire;

- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en oeuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Cet article complète l'article 45 du CCAG.

Dans les cas et conditions prévus à l'article 45 du CCAG- FCS, l'acheteur peut faire procéder à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

La décision de mise en régie fixe le délai dans lequel le titulaire doit fournir à l'acheteur les informations et moyens mis en oeuvre dans le cadre du marché résilié et qui seraient nécessaires à la mise en régie des prestations par un autre prestataire.

25. CONDITIONS DE RESILIATION

25.1 PRINCIPES GENERAUX

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG FCS, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG FCS, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 37 du CCAG FCS.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

25.2 RESILIATION POUR RETRAIT DE L'ENSEMBLE DES EQUIPEMENTS

L'exécution du présent marché public pour certains lots est strictement conditionnée à la possession par l'établissement des équipements objet de la prestation.

En cas de retrait de l'ensemble des équipements du lot, la résiliation du marché public est prononcée. Le cas échéant, le CHD Vendée ou l'établissement concerné informe le titulaire par lettre recommandée. La résiliation prend effet à date de retrait de l'équipement. La résiliation pour réforme de l'ensemble des équipements n'ouvre droit à aucune indemnisation.

25.3 RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

25.3.1 Décès ou incapacité civile du titulaire

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, l'acheteur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

25.3.2 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

25.3.3 Incapacité physique du titulaire

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, l'acheteur peut résilier le marché. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

25.4 RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHÉ

Difficulté d'exécution du marché

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire. Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché. Le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

25.5 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 41 du CCAG-FCS complétées des cas suivants :

- Non-respect de la clause de sauvegarde des prix,
- Changement de caractéristiques des produits ou prestations non validé par l'acheteur,
- En cas de non-respect de la réglementation, des préconisations de l'ANSM, risques dans la prise en charge du patient dans le cadre d'une matériovigilance, et perte marquage CE,
- Défaut de formation par le titulaire des équipes intervenantes sur les équipements.
- Non transmission des pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D 8222-8 du code du travail
- Non transmission de l'étendue et les conditions de garantie des fournitures livrées
- Non transmission des autorisations de commercialisation des fournitures en cours de validité dans l'hypothèse où le titulaire n'est pas le fabricant des fournitures concernées
- Non transmission des éléments en cours de validité (agréments, certifications d'homologation,) attestant que les fournitures proposées sont certifiées conformes aux normes exigées dans le cahier des charges
- En cas de non-conformité technique des fournitures et prestations fournis
- En cas d'apparition de nouvelles normes que le titulaire ne saurait mettre en œuvre dans les délais prescrits
- En cas de défaut de livraison des fournitures ou des prestations dans les délais prescrits

La résiliation pour faute du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité pour ce dernier. Par ailleurs, le coordonnateur se réserve le droit de faire exécuter tout ou partie des fournitures et prestations aux frais et risques du titulaire défaillant et, le cas échéant, d'introduire contre lui un recours en dommages et intérêts, en réparation de l'éventuel préjudice subi.

25.6 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Cet article déroge à l'article 42 du CCAG-FCS, en ce qu'il n'est pas prévu d'indemnité de résiliation.

26. REGLEMENT DES LITIGES

26.1 LOYAUTE CONTRACTUELLE

Le titulaire est tenu de se comporter en conseiller loyal vis à vis des établissements et s'oblige à apporter les moyens et faire preuve de la compétence, du soin, et de diligence, appropriés dans l'accomplissement des prestations faisant l'objet du présent marché.

Le titulaire se doit de signaler tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution du présent marché.

26.2 TRIBUNAL COMPETENT

Les parties tenteront par tous les moyens de trouver une solution amiable à tout dysfonctionnement dans le cadre du marché.

Pour cela, les parties s'efforceront de recourir à la transaction pour résoudre les conflits, dans les conditions notamment précisées par la circulaire du 6/02/1995 relative au développement du recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges complétée par la circulaire du 07/09/2009 portant sur l'exécution des contrats de la commande publique.

En cas de litige pour l'exécution du marché, le tribunal administratif de Nantes est seul compétent.

Tribunal Administratif de Nantes

6 Allée de l'Ile Gloriette

BP 24111

44041 NANTES Cedex 01

27. DEROGATION AU CCAG-FCS

L'article 6 du CCAP déroge à l'article 4.1.1 du CCAG-FCS

L'article 13.2 du CCAP déroge aux articles 13.3.2 et 13.3.3 du CCAG-FCS

L'article 15 du CCAP déroge partiellement aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS (délais)

L'article 16 du CCAP déroge partiellement aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS (délais)

L'article 22 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS

L'article 22.3 du CCAP déroge aux articles 3.2.2, 14.1 et 14.2 du CCAG-FCS

L'article 24 du CCAP déroge à l'article 45 du CCAG-FCS

L'article 25.6 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG FCS

A La Roche sur Yon, le

16 FEV. 2026

Le Directeur général du CHD Vendée,
Etablissement support du GHT Vendée,
Coordonnateur du groupement de commandes,

O. SERVAIRE LORENZET